



PHOTO AP

Sophia Loren arrivant au dîner d'ouverture du 42e Festival de Cannes, hier soir, accompagnée de son fils, Carlo Ponti junior.

Cannes : c'est parti

Nathalie Petrowski
Envoyée spéciale

CANNES — Alors ce festival, il commence ou quoi ? Un journaliste, arrivé depuis deux jours sur la Croisette et condamné à étudier l'évolution des caniches sous les platanes, s'impatiente. Il n'est pas le seul. Ouvrira, ouvrira pas, le 42e Festival du film de Cannes, marqué par le faux départ d'une pré-ouverture — la première en 40 ans — a finalement été inauguré officiellement hier soir par le ministre de la Culture Jack Lang et par presque tout le gratin politique et cinématographique du pays.

Dès 19 h, un déploiement sans précédent de vedettes couvrant plusieurs générations, et allant de Sophia Loren jusqu'à Emmanuelle Béart en passant par Jeanne Moreau, Yves Montand, Alain Delon qui n'avait pas mis les pieds au festival depuis au moins 25 ans, sans compter le clan Chaplin au complet, arrière-petits-enfants y compris, ont pris d'assaut les marches du palais. Au sommet, un Jack Lang, tout sourire, les attendait, flanqué des principaux lieutenants du festival. Le défilé a duré une bonne heure alors que stars, starlettes et princesses de Monaco confondues, ont rivalisé d'éclat devant les regards de la foule et les mitraillettes des caméras.

Comme film d'ouverture, la direction avait retenu *New York Stories*, un tryptique réalisé par Woody Allen, Francis Coppola et Martin Scorsese, tous les trois absents; Allen pour cause de d'agoraphobie, les deux autres pour cause de

Voir page 10 : Cannes

Les Américains envoient 2,000 soldats au Panama

d'après Reuter, AFP et PC

WASHINGTON — Le président George Bush a ordonné hier l'envoi de renforts militaires au Panama pour y protéger les ressortissants et les intérêts américains, à la suite d'une vague de violence consécutive aux élections présidentielles de dimanche. Le Conseil électoral de Panama a annulé mercredi soir ces élections.

À Panama, les dirigeants panaméens se sont réunis d'urgence hier soir pour discuter de la décision du président Bush.

Ceux qui cherchaient à joindre les responsables et les porte-parole du ministère des Affaires étrangères, de la présidence et des forces de défense panaméennes s'entendaient répondre que ceux-ci étaient en conférence.

Bush a aussi rappelé l'ambassadeur des États-Unis du Panama et ordonné aux familles des militaires américains de quitter le pays ou de se rendre dans les bases américaines sur place.

Il s'est engagé, par ailleurs, à avoir recours à une « diplomatie ré-

gionale » pour tenter d'évincer l'homme fort du Panama, le général Manuel Antonio Noriega, inculpé de trafic de drogue en Floride.

« Nous ne serons pas intimidés par les manœuvres d'intimidation, aussi brutales soient-elles, du dictateur Noriega », a déclaré Bush lors d'une conférence de presse.

Bush a indiqué qu'il dépêchait 2,000 soldats dans les bases américaines au Panama pour y protéger les ressortissants américains et soutenir les efforts en vue d'y rétablir la démocratie. Le contingent américain

rejoindra les quelque 11,000 soldats déjà stationnés au Panama.

Environ 51,000 Américains, dont les soldats, vivent au Panama.

Le président américain a expliqué que l'envoi des renforts s'inscrivait dans le cadre d'un engagement à faire valoir les droits et respecter les obligations des États-Unis aux termes des traités sur le canal de Panama.

Bush a ajouté que les sanctions économiques — imposées depuis plus d'un an contre le Panama pour tenter de chasser du pouvoir Noriega — seraient maintenues.

Bush a accusé Noriega de tenter de détourner à son profit les élections de dimanche, remportées selon Washington par une coalition d'opposition malgré d'importantes fraudes orchestrées par Noriega.

« Les États-Unis ne reconnaîtront pas un régime qui détient le pouvoir par la force et la violence aux dépens du droit du peuple panaméen à la liberté, et ne se montreront pas complaisants à son égard », a-t-il déclaré.

Le président américain a par ailleurs invité les forces armées panaméennes à défendre la démocratie.

« Les États-Unis sont aux côtés du peuple panaméen. Nous partageons leur espoir que les forces de défense panaméennes se tiendront à leurs côtés et rempliront leur obligation constitutionnelle de défendre la démocratie. Les forces de défense panaméennes professionnelles peuvent avoir un rôle important à jouer dans l'avenir démocratique du Panama », a-t-il affirmé.

Le tribunal électoral panaméen a annulé mercredi soir les élections, invoquant une ingérence étrangère — allusion indirecte à Washington — et des allégations d'irrégularités.

Par ailleurs, l'Organisation des États américains (OEA) tiendra une réunion extraordinaire aujourd'hui à Washington pour examiner la situation au Panama et convoquer d'ur-

Voir page 10 : Les Américains



PHOTO AP

Ces soldats de la 7e division d'infanterie légère de Fort Ord, en Californie, sont ceux que le président Bush a décidé de dépêcher au Panama, hier, pour renforcer la garnison du canal.

L'OLP DIVISE LES LIBÉRAUX Le Canada croit à Arafat

Michel Vastel
de notre bureau d'Ottawa

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT canadien, Joe Clark, estime que les chances des Palestiniens de réaliser leur souveraineté territoriale d'ici deux ans « dépendent des conversations que Yasser Arafat ou d'autres Palestiniens auront avec les Israéliens ».

Le ministre réagissait ainsi, avec prudence, aux propos que le chef de l'OLP tenait à Tunis cette semaine à la journaliste du DEVOIR, Paule des Rivières.

Selon Joe Clark, le mouvement pa-

lestinien doit encore « prendre des mesures pour dissiper les inquiétudes » du gouvernement israélien. Plus tôt dans la journée, le chef de la diplomatie canadienne déclarait, devant un comité parlementaire, qu'il « faut encourager les éléments favorables à Arafat à l'intérieur de l'OLP. Il faut se demander ce qui arriverait si ces éléments échouaient. Nous ne souhaitons pas cela », a-t-il dit.

La séance du Comité des communes sur les affaires étrangères a surtout permis de mettre à jour les tensions de plus en plus fortes qui existent à l'intérieur du Parti libéral

quant à la position à prendre face à l'ouverture du gouvernement canadien. Selon les informations fournies au DEVOIR, des députés comme Sheila Finestone (Mont-Royal), David Berger (Westmount), Robert Kaplan (Toronto), tentent d'amener le Parti libéral à se prononcer contre l'initiative de Joe Clark.

Plusieurs réunions se sont tenues, sous la présidence d'André Ouellet (Montréal-Papineau) et hier celui-ci a rappelé au ministre canadien que sa politique a été « très critiquée par le comité Canada-Israël ». Dans le préambule de ses questions à Joe

Voir page 10 : Le Canada

Les élèves anglophones connaissent mal l'anglais

Johanne Lenneville
de la Presse Canadienne

SELON la Fédération autonome du collégial (FAC), regroupant 14 syndicats de cégeps dont trois anglophones, plus de 70 % des élèves de langue anglaise du secteur collégial maîtrisent mal l'anglais.

La présence de nombreux élèves allophones dans les collèges anglophones accentue à la fois les problèmes liés à l'apprentissage de la langue usuelle, comme c'est le cas dans le réseau des cé-

geps français, a indiqué hier, au cours d'une conférence de presse, le président de la FAC, M. Guy Larocque.

Au collége anglophone Dawson, à Montréal, des tests de connaissances linguistiques soumis aux nouveaux élèves montrent que 70 à 80 % de ceux-ci ne satisfont pas aux exigences de lecture de niveau collégial, note la fédération. Au moins un tiers des étudiants ont besoin d'un encadrement spécial pour développer leurs capacités linguistiques.

Voir page 10 : Les élèves

Des avions de Canadair font scandale en France

Jean-Paul Bury
de la Presse Canadienne

PARIS — Sous le titre « Enquête sur des Canadair fantômes », l'hebdomadaire parisien *L'Événement du jeudi* publiait dans son édition d'hier de nouvelles révélations sur le fameux dossier des bombardiers d'eau qui empoisonne depuis des années les relations franco-québécoises, expliquant notamment que ce sont les autorités françaises qui ont exigé le départ de Louise Beaudoin de la société Canadair.

Sur une double page, avec, pour preuve à l'appui, la photo du nouveau Canadair CL 215 T, le magazine s'interroge sur les marchandages et les tractations occultes des autorités françaises. « La France est-elle une république bananière ? La triste affaire des bombardiers d'eau entre Paris et Montréal le laisserait penser », accusent les auteurs de l'article qui ont enquêté tant à Paris

qu'à Montréal.

L'hebdomadaire reprend par le début toute l'histoire mouvementée du fameux marché de quelque \$ 150 millions pour douze bombardiers d'eau.

« Pendant l'année 1987, l'Office général de l'air, une société parapublique dirigée en France par Jacques Mitterrand, le frère du président, a discrètement approché les responsables de Canadair. Si vous voulez votre marché, leur a-t-il dit, il faudra nous verser une commission d'une dizaine de millions de dollars ».

Colère des Québécois, peu habitués à ce type de marchandages, expliquent Pascal Krop et Claude Faugère. Leur représentante à Paris (li-sez Louise Beaudoin) sollicite immédiatement un rendez-vous avec Charles Pasqua. Le ministre de l'Intérieur (dont dépend la commande ferme) rassure son interlocutrice : « Nous ne sommes pas une république bananière. Ne tenez aucun

Voir page 10 : Des avions



PHOTO CP

Lise Bacon

HUILES CONTAMINÉES Lise Bacon ne sait pas si son ministère savait

Bernard Descôteaux
de notre bureau de Québec

LES MINISTRES de l'Environnement du Québec, de l'Ontario et du Canada se rencontrent ce matin pour mettre en commun toutes les informations sur le commerce d'essence et d'huile contaminées de produits toxiques.

La ministre québécoise de l'Environnement, Lise Bacon, a dit hier qu'elle avait accepté de participer à une rencontre ce matin à Ottawa pour faire le point sur ce dossier.

De l'avis de Mme Bacon, cette mise en commun d'informations est un geste qui s'impose devant la diversité des ministères et organismes pouvant être impliqués. Elle prévoit qu'un groupe de travail conjoint pourrait être créé.

L'existence d'un tel commerce a

été porté à l'attention du public plus tôt cette semaine par le quotidien *Globe and Mail* qui, hier, faisait état du fait que les ministères de l'Environnement du Québec et de l'Ontario avaient été mis au courant de la contamination d'huiles à chauffage industrielles dès 1984 par un industriel de Toronto, David Fisher, spécialisé dans le raffinage d'huiles usées.

Mme Bacon n'était pas en mesure hier de confirmer si de fait son ministère avait été informé aussi tôt que 1984. En préparation de la rencontre qu'elle aura ce matin à Ottawa, elle a demandé à son ministère de lui fournir toutes les informations pertinentes.

Le prédécesseur de Mme Bacon à l'Environnement, Clifford Lincoln, devait reconnaître avoir discuté à quelques reprises de ce problème avec M. Fischer, mais sans qu'il soit

Voir page 10 : Lise Bacon

AUJOURD'HUI

Moscou propose un retrait massif de troupes en Europe

Mikhaïl Gorbatchev propose que l'OTAN et le Pacte de Varsovie retirent chacun un million d'hommes d'Europe. **Page 5**

Kraft déménage

Kraft General Foods confirme le déménagement de son siège social en Ontario. **Page 15**

Le Canadien en grande finale

Le Tricolore vainc les Flyers 4-2 et accède à la série finale de la coupe Stanley qui commence dimanche à Calgary. **Page 20**

Savez-vous combien vous a coûté votre dernière transaction ratée ou savez-vous à combien s'élèvent vos coûts de messagerie par mois?

SPEC
Électronique

Dumoulin

8390 St-Hubert
(au sud de Metropolitan)
388-7122
Montréal

1599 Autoroute 440 ouest
(à l'est de l'autoroute des Laurentides)
745-3321
Laval

Vendredi 5 p.m.

Laval - Longueuil en 20 secondes...

SANFAX 100

- 99 mémoires
- Réponse automatique
- Se branche sur votre ligne régulière

GARANTIE 2 ANS
1499⁹⁵\$

SANYO

Informez-vous de notre plan «SANS PROBLÈME»

LOCATION

58,76\$ par mois + taxe

Pendant 36 mois sans dépôt (taux rachat 10%)

PLUIES ACIDES

Cinq gouverneurs américains sont prêts à appuyer le Canada

Michel C. Auger

OTTAWA — Les gouverneurs des États des Grands Lacs sont prêts à s'associer au Canada pour réclamer une baisse de 50 % des émissions d'anhydride sulfurique, responsables des pluies acides, mais pas nécessairement dans les délais que souhaiterait le Canada.

C'est ce qu'a soutenu le gouverneur Richard Celeste, de l'Ohio, à l'issue d'une rencontre de plus d'une heure des gouverneurs des États américains riverains des Grands Lacs avec le premier ministre Brian Mulroney, hier à Ottawa.

Les États des Grands Lacs, en particulier l'Ohio de M. Celeste (un démocrate) et l'Illinois du gouverneur James Thompson (un républicain), sont parmi les principaux utilisateurs de produits polluants qui seraient l'objet de contrôles dans toute loi visant à diminuer les émissions polluantes.

Pourtant, le gouverneur Celeste —

le président des gouverneurs des États des Grands Lacs — soutient que « tous les gouverneurs des Grands Lacs, même ceux qui seraient les plus affectés par les contrôles, sont prêts à endosser tout programme qui impliquerait des réductions importantes de l'ordre de 10 millions de tonnes (d'anhydride sulfurique) ce qui est de l'ordre de 50 % ».

Cependant, les gouverneurs n'acceptent pas d'embler la position canadienne d'une réduction de 50 % en cinq ans des émissions polluantes. « Les questions qui restent encore à discuter sont l'échéancier de ces réductions et quelles réductions devront être faites au cours de la première phase, quelles technologies devront être utilisées et en particulier si on devra changer de combustibles et comment et qui devra payer pour ces changements dans notre pays ».

Mais le gouverneur Celeste croit que ces problèmes ne sont pas majeurs. « Comme gouverneur de l'Ohio, j'ai déjà indiqué, alors même que

des groupes de pression ne voulaient même pas en entendre parler, que nous devions faire notre part pour régler le problème des pluies acides ».

C'est, bien sûr, l'administration Bush et le Congrès qui devront s'entendre sur une nouvelle version du « Clean Air Act », mais M. Celeste soutient que les gouverneurs sont prêts à faire tout en leur pouvoir pour faciliter les choses. « Nous avons tous un intérêt à ce que le problème des pluies acides soit réglé une fois pour toutes et d'une façon qui serait acceptable aux États-Unis comme au Canada », a soutenu M. Celeste.

Les gouverneurs ont rencontré le premier ministre Robert Bourassa lors d'un dîner privé, hier, et doivent rencontrer le premier ministre David Peterson, de l'Ontario, aujourd'hui. La conférence des gouverneurs doit d'ailleurs établir un bureau permanent à Toronto, bureau qui sera rattaché au consulat américain dans la Ville-Reine.

Doré paraît tenir à ses 47 districts plutôt que 58

Des électeurs feront appel à Québec si Montréal refuse de revoir sa carte

Isabelle Paré

SI L'ADMINISTRATION Doré refuse de modifier sa carte électorale, des résidents de Pointe-aux-Trembles et d'autres quartiers de Montréal sont prêts à se tourner vers Québec pour éviter qu'on réduise le nombre de leurs représentants à l'hôtel de ville.

C'est ce qu'indiquaient hier soir plusieurs citoyens, dont M. Alain Gaudry, représentant de 650 résidents de Pointe-aux-Trembles, au terme d'une assemblée publique tenue par la Ville pour entendre l'avis des Montréalais sur sa réforme électorale portant de 58 à 47 le nombre de sièges au conseil municipal.

De son côté, le maire Jean Doré a dit avoir « l'intime conviction » que la Ville réexaminerait sa carte à la suite des propositions faites par les citoyens. « On pourrait peut-être revoir le chiffre de 47, mais je ne peux vous assurer de rien » a-t-il dit, se

montrant plus ouvert à un réaménagement du tracé qu'au nombre des districts.

À la suite de ces représentations, un nouveau projet de carte pourrait être présenté aux conseillers par le greffier et soumis à un débat lors du conseil municipal de lundi prochain, a-t-il précisé.

Des citoyens de Villeray/Saint-Michel, de la Petite-Patrie, de Pointe-aux-Trembles, de Rivières-des-Prairies, du Plateau Mont-Royal et de Côte-des-Neiges se sont succédés hier au micro pour exprimer leur désaccord à la carte proposée par la Ville.

Des pétitions de plus 1.200 signatures, réclamant une révision de la carte, avaient été déposées au bureau du greffier la semaine dernière.

Les résidents de Pointe-aux-Trembles, qui refusent qu'on réduise de trois à deux le nombre de conseillers dans ce secteur en pleine expansion, avaient toutefois confiance hier soir que l'administration accède à leur demande. De plus, le règlement d'an-

nexion de Pointe-aux-Trembles à Montréal garantissait, en 1982, la création de trois sièges au conseil, soutiennent-ils.

Certains citoyens s'en sont pris au fait que la Ville ait présenté sa carte après avoir décidé des limites des arrondissements, lesquelles n'ont pas été soumises au public ni au vote du conseil. « La carte électorale aurait pu être définie avant que le carcan des arrondissements, dont personne n'a décidé, ne soit établi », s'est plaint un citoyen de Saint-Édouard.

D'autres fustigent le fait que des paroisses presque centenaires soient scindées par le nouveau découpage électoral.

Lundi prochain, le conseil délibérera sur le projet de carte, modifiée ou non, que présentera le greffier. Un règlement sera ensuite transmis à la Commission de la représentation électorale qui en publiera la version modifiée. Les citoyens auront encore un droit d'appel devant cette commission.

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

Lise Bacon

fait mention de problème précis, sauf une fois. Dans ce cas, des poursuites ont été prises et le fautif condamné à une amende.

Ce problème d'huiles contaminées est bien différent, souligne M. Lincoln, du problème du commerce d'essence contaminée par des produits toxiques dont des PCB qui a été soulevé au début de la semaine par le quotidien de Toronto. Il s'agit d'un problème qui implique tout un système de fraude et semble avoir affecté surtout l'Ontario.

L'information transmise par M. Fisher était à l'effet qu'il y avait un danger qu'on retrouve sur le marché des huiles pour le chauffage industriel qui contiennent des quantités plus grandes que celles autorisées par la loi, dit M. Lincoln. Cet industriel attirait l'attention du gouvernement sur le fait qu'il serait plus prudent de faire traiter toutes ces huiles usées, faisant valoir que son entreprise était en mesure de procéder à des tests sur les huiles usées avant de procéder à leur raffinage.

M. Fisher a insisté tout particulièrement auprès du Québec du fait que l'on autorise ici que les huiles usées, qui contiennent moins de 50 parties par million de produits toxiques, puissent servir d'huile à chauffage dans les usines et dans les serres.

La mise en garde était très générale, a fait observer l'ancien ministre qui note qu'on ne peut en ces matières partir à l'aventure et aller faire des tests dans tous les garages et usines. Cela n'a pas empêché les fonctionnaires de poursuivre leur travail sur le problème des huiles usées sur lequel tous les paliers de gouvernements se penchent, a-t-il noté.

Des avions

compte de la démarche ». La Québécoise rassérénée prévient sa société, qui rompt tout contact avec l'Office général de l'air. Quelques semaines plus tard se tient le traditionnel Salon du Bourget. Canadair espère profiter de cette occasion pour concrétiser les deux contrats avec la Sécurité civile. Mais les Canadiens, éberlués, voient alors arriver à leur stand le responsable de l'OGA. Le fonctionnaire est narquois : « Vous avez voulu faire les malins. Eh bien, votre commande, vous ne l'aurez pas ». Le gouvernement français poussera même le culot jusqu'à exiger de la société canadienne qu'elle se sépare de l'employée, jugée trop bavarde, qui a rendu visite à Pasqua.

Il y a un an, en mai 1988, après le retour des socialistes au pouvoir, à Paris, changement de décor et nouvelles propositions de l'Office général de l'air : « D'accord pas de commission, mais achetez-nous en échange des sous-marins d'attaque (\$8.5 milliards). Chez Canadair, on croit rêver. Nouvelles démarches chez Joxe et Rocard (ministre de l'Intérieur et chef du gouvernement français). En vain. Le gouvernement français souhaiterait que les Canadiens appuient les positions de Paris sur la pêche à la morue. La vraie folie. Le représentant de l'OGA revient, lui, à la charge en demandant à l'industriel québécois de ne recevoir aucun journaliste français pendant toute la durée de ces drôles de négociations... La question du baccich rôde à nouveau. Et Pierre Joxe fait soudainement savoir qu'il trouve les « citernes volantes un peu chères... » Voilà en résumé l'historique des négociations retracé par l'Événement du jeudi.

Aujourd'hui on en est toujours là. Le dossier est resté dans l'impasse, même lors de la visite du premier ministre Bourassa, en janvier dernier, ou son homologue Michel Rocard s'est même refusé à prendre le moindre engagement de principe. Depuis, les fonctionnaires de la délégation générale du Québec scrutent avec la plus grande attention les projets de budget du ministère de l'Intérieur pour 1990, mais ils ne voient toujours rien venir. D'ailleurs la décision d'Ottawa de renoncer à acheter des sous-marins nucléaires pourrait bien retarder une fois encore la conclusion du fameux dossier

des Canadair murmure-t-on. Ainsi la longue attente continue et le mystère s'épaissit, d'autant que le ministre interrogé hier se refuse à répondre et que la Sécurité civile qui vient d'ailleurs de changer encore de patron, le 2 mai, se retranche elle, derrière son ministre.

Par ailleurs de passage à Paris, M. André Bombardier, vice-président de la compagnie montréalaise, a déclaré hier qu'il avait « toujours bon espoir de conclure bientôt le marché de \$150 millions pour la fourniture de douze bombardiers d'eau Canadair à la France ».

Interrogé sur les dernières révélations de l'hebdomadaire parisien, M. Bombardier s'est refusé à commenter « toutes ces histoires », mais il a néanmoins vivement regretté que M. Bourassa soit « rentré les mains vides de Paris », lors de son voyage officiel en janvier dernier.

Sans doute pour forcer la décision des Français, M. Bombardier a annoncé que le nouveau modèle du bombardier d'eau Canadair, le CL 215 T à turbo-propulseurs, serait présenté en France lors du prochain salon aéronautique du Bourget, du 17 au 24 juin.

Les Américains

gence une réunion des ministres des Affaires étrangères de ses 31 pays membres.

Le gouvernement vénézuélien a demandé une réunion extraordinaire du Conseil permanent de l'OEA, pour qu'il opte pour l'organisation d'une réunion ministérielle lundi prochain et que soit adoptée une position commune face à la crise au Panama.

Ces décisions ont été prises à la suite de « multiples contacts » entre les ambassadeurs des pays de l'OEA ainsi qu'entre le président George Bush et plusieurs chefs d'États d'Amérique latine, notamment le président vénézuélien Carlos Andres Perez.

D'autre part, le président destitué du Panama, M. Eric Delvalle, a appelé hier tous les pays démocratiques d'Amérique latine à isoler le régime du général Manuel Noriega, qu'il a accusé de maintenir le peuple panaméen « prisonnier de ses ambitions insatiables ».

Enfin, le Canada poursuit ses efforts diplomatiques en vue de contribuer au règlement du conflit au Panama, a déclaré, hier, le ministre des Affaires étrangères du Canada, M. Joe Clark.

M. Clark doute fort que les États-Unis décident d'envahir la petite république d'Amérique centrale. Il a répété que le Canada préférerait emprunter la voie diplomatique pour résoudre le conflit opposant le général Manuel Noriega aux leaders de l'opposition, depuis les élections de dimanche.

Le Canada

Clark, M. Ouellet a lui-même endossé les grandes lignes de la position du Comité.

« Je m'étonne qu'on puisse prendre position sur cette question alors que le caucus en discute encore à l'intérieur d'un comité présidé par André Ouellet », a dit Marcel Prud'homme (Montréal-Saint-Denis), ajoutant que « des clans puissants à l'intérieur du Parti libéral nous empêchent d'avoir une position claire sur la question ».

Le 30 mars dernier, le ministre des Affaires étrangères a levé toute restriction aux contacts ministériels entre l'OLP et le gouvernement canadien. Joe Clark a révélé hier qu'il n'a demandé aucune garantie en échange de ce geste d'ouverture.

Il a même ajouté que le gouvernement canadien serait prêt à fournir son assistance à la tenue d'élections dans les territoires occupés par Israël, si on lui demandait. Mais le ministre ajoute que « les deux parties doivent encore bouger et il ne faut pas leur dicter les conditions d'un rapprochement ».

Tout en se disant « satisfait » des clarifications apportées par le président Arafat à son homologue français, François Mitterrand, la semaine dernière, Joe Clark n'en reste pas moins sceptique : « Ce n'est pas assez parce que ce n'est encore que la position personnelle » du chef de l'OLP.

Marcel Prud'homme, partisan déclaré d'une assistance canadienne à l'OLP, déclare pour sa part que « le gouvernement canadien a la respon-

sabilité d'intervenir parce que c'est le Canada qui, le 29 septembre 1947 avec 32 autres pays, a voté en faveur de la création de deux États sur la terre de Palestine, l'un juif et l'autre palestinien ».

Cette position est cependant loin d'être partagée par ses collègues du caucus libéral, en particulier par le critique officiel sur les affaires étrangères, André Ouellet. À moins d'une intervention personnelle de John Turner, certains membres du caucus libéral menacent de laver une fois de plus leur linge sale en public.

Cette division des libéraux et le ton modéré d'André Ouellet semblent faire l'affaire de Joe Clark qui fait lui-même face à des pressions du lobby juif à l'intérieur de son parti. « Le ton du critique officiel (André Ouellet) me satisfait », a encore confié Joe Clark au DEVOIR.

Les membres de l'opposition ont également profité de cette session du Comité des affaires extérieures pour demander au ministre de faire le point sur la situation au Panama. Le gouvernement canadien préfère évidemment « toute autre option que l'option militaire », et Joe Clark a suggéré qu'un comité tripartite des Communes s'implique directement dans le rétablissement de la démocratie au Panama, comme cela s'est déjà fait dans d'autres pays d'Amérique centrale.

Enfin, le député conservateur de Montréal-Bourassa, Marie Gibeau, a embarrasé le ministre et hauts fonctionnaires des Affaires extérieures en félicitant Joe Clark « pour avoir montré au monde que le Canada sait vivre selon ses moyens ». La présidente de l'Agence canadienne de développement international, Margaret Catley-Carlson, dont le budget vient de subir une coupure de plus de 10 % (\$215 millions), n'a pas semblé apprécier.

Cannes

travail et d'obligations. La projection fut suivie par un dîner des stars sous un immense chapiteau blanc dressé derrière le palais. Après deux jours d'attente et un faux départ, le festival venait enfin de commencer. Il était grand temps.

Car, avant ce gala qui rappelait probablement les belles années avant la crise du cinéma français, une sorte de torpéur moite planait sur la Croisette. Et la version intégrale et restaurée de *Lawrence d'Arabie*, présentée en pré-ouverture, ne sut rien y faire. Depuis deux jours en effet, le public semblait attendre des stars qui se faisaient désirer. Le jury et son président Wim Wenders attendaient, pour leur part, le début d'une course qui ne voulait pas démarrer et les journalistes, livrés à eux-mêmes, attendaient qu'il se passe quelque chose, n'importe quoi.

Tout cela parce que la direction du festival avait voulu marquer le coup deux fois plutôt qu'une, avec cette histoire absurde de pré-ouverture. Résultat : une demi-salle pour *Lawrence d'Arabie*, une oeuvre monumentale que l'on a mis quatre ans et 700.000 à restaurer, une soirée sans panache et sans vedette à l'exception d'Omar Sharif et Anthony Quinn et un maigre cortège de jeunes de la région dégoussés en bedouins, en lieu et place d'une procession de chameaux qui, faute de moyens, n'ont jamais réussi à traverser le désert. Protests dans les journaux le lendemain. Pourquoi se taper deux ouvertures quand une seule suffit ?

Tout est finalement revenu à l'ordre hier grâce au gala rédempteur et à une journée où les conférences de presse se sont succédées à un rythme infernal. Conférence de presse de *New York Stories* avec trois des acteurs du film, Nick Nolte, Rosanna Arquette et Gian Carlo Giannini.

Conférence de presse avec l'équipe de restauration et la première monteuse de *Lawrence d'Arabie*. Finalement, conférence de presse de Wim Wenders, le président du jury qui présenta à la presse les sept hommes et trois femmes qui composent son équipe.

Dans ce flot d'images, de paroles et de questions, toutes plus édifiantes les unes que les autres, on retiendra surtout l'image d'un Nick Nolte, avec 35 livres en moins, faisant circuler une bouteille de champagne sous la table et la passant au célèbre Henri Béart, interprète et animateur officiel des conférences. On retiendra aussi la première parole de Béart à la meute de journalistes réunis à ses

Michel C. Auger

OTTAWA — Les Cris de la Baie James ont entamé leur guérilla juridique visant à empêcher Hydro-Québec de procéder à de nouveaux développements hydro-électriques dans le territoire régi par la Convention de la Baie James signée en 1975.

Dans leur première poursuite, déposée à la division de première instance de la Cour fédérale du Canada, mercredi, 11 chefs de la nation cri et le Grand conseil des Cris demandent au tribunal de forcer trois ministres fédéraux à prendre des mesures pour empêcher Hydro-Québec de procéder avec ses projets.

Les Cris contestent les projets d'Hydro-Québec visant la construction de trois centrales (GB 1, 2 et 3) qui nécessiteraient des travaux dans un territoire de quelque 58.000 km carrés et entraînerait le détournement des rivières Grande Baleine, Petite Baleine, Nastapoca et Boutin.

Selon les Cris, le projet « aurait des conséquences irréparables et irréversibles sur les environnements

terrestres et aquatiques avec des conséquences néfastes pour les plainants au plan social, économique et environnemental ».

Selon les Cris, trois ministres fédéraux ont négligé leurs obligations en rapport avec ce projet soient les ministres de l'Environnement Benoit Bouchard, des Pêcheries Tom Siddon et des Affaires indiennes Pierre Cadieux.

Dans les documents déposés en Cour fédérale, les procureurs des Cris invoquent le même type d'arguments qui avaient conduit le même tribunal à ordonner, le mois dernier, l'arrêt des travaux dans un important projet énergétique dans le sud de la Saskatchewan, le temps que le gouvernement fédéral procède aux études d'impact environnemental nécessaires.

En particulier, les Cris soutiennent qu'un arrêté en conseil adopté par le cabinet fédéral en juin 1984 oblige le ministre fédéral de l'Environnement de procéder à une étude d'impact environnemental sur un tel projet, et que le ministre n'a aucune discrétion pour refuser de faire réaliser une telle enquête.

Cette étude devrait également être soumise à une procédure de consultation publique, soutiennent les Cris, qui veulent que le ministre soit forcé par *mandamus* d'effectuer l'étude d'impact avant que des dommages irréversibles aient pu être causés.

Quant au ministre des Pêcheries, il doit, selon les Cris, s'assurer de l'application de la Loi sur les pêcheries, en particulier à cause de l'impact extra-provincial du projet, puisque tout le bassin de la Baie James et de la Baie d'Hudson serait affecté.

Le ministre des Affaires indiennes, pour sa part, se voit demander de s'assurer que les droits ancestraux des Cris sur ce territoire soient respectés, tout comme leurs droits en vertu de la Convention de la Baie James, et en particulier leur droit de refuser leur consentement aux travaux.

Enfin, les Cris exigent que le gouvernement fédéral s'acquitte de ses obligations en vertu de certains traités internationaux et certaines lois canadiennes, comme celle portant sur la protection des oiseaux migrants.

Alors Nick, vous buvez toujours autant, s'enquiert un journaliste. Et Nick, tout en planquant sa bouteille de champagne, de lui répondre qu'il buvait tous les matins sur le tournage de *New York Stories* pour mieux sentir son personnage.

Et vous, Rosanna Arquette, c'est vrai que vous vivez avec le musicien Peter Gabriel ? Et Rosanna, fendant un immense sourire pour confirmer ce qu'elle dit et bien vrai. D'autres questions, quelqu'un ?

Une dernière peut-être. Wim Wenders, c'est quoi pour vous un bon film ? Et Wim de répondre la classique ! S'il y avait une recette, ça ferait longtemps qu'on l'aurait trouvée avant de conclure qu'un bon film, c'est un film qui a trouvé un moment de vérité.

Quant à un bon festival, c'est probablement la même chose : un festival qui, à défaut de trouver des moments de vérité, trouve un air d'aller. D'ici demain, le Festival de Cannes devrait précisément trouver cela.

À moins, évidemment, que toutes les belles paroles promettant le retour des vrais cinéastes, avec de vraies préoccupations cinématographiques, ne soient qu'écrans de fumée.

Les élèves

Les étudiants arrivent dans les cégeps mal préparés et les professeurs, qui doivent enseigner à environ 180 jeunes durant une semaine, n'ont pas le temps de s'occuper de ceux qui manifestent des difficultés, explique M. Larocque.

« On n'apprend pas une langue simplement en écoutant un cours. Ce qu'il faut faire c'est pratiquer, de façon à ce que l'élève reçoive un feedback de la part du professeur », ajoute-t-il.

Des enseignantes de collèges anglophones de Montréal sont aussi venues dénoncer la situation, soulignant qu'il est essentiel de bien maîtriser la « langue d'apprentissage » si l'on veut avoir accès à la connaissance dans d'autres domaines, comme les sciences et les mathématiques.

« Quand on passe à des études supérieures, à un degré élevé de conceptualisation, il est nécessaire de bien maîtriser sa langue. Il ne s'agit plus d'apprendre une langue usuelle, mais d'apprendre une langue capable de manipuler les concepts, de faire des liens, des nuances », précise M. Larocque.

Selon lui, il faut que l'apprentissage de la langue devienne une des priorités. Une des solutions serait de diminuer le nombre d'étudiants dont doivent s'occuper les professeurs, de façon à ce que ces derniers puissent dépister les problèmes d'un jeune le plus rapidement possible. Il faut en-

suite mettre sur pied des mesures afin d'aider ces élèves qui sont faibles en anglais.

On ne peut se permettre, à l'approche de l'an 2000, un taux d'échec de 50 à 52 % dans les cégeps, ajoute M. Larocque.

Mme Janice Harvey, professeur d'histoire et vice-présidente du Syndicat des enseignants du collège Dawson, souligne qu'un tel pourcentage d'échecs est inacceptable, au moment où le pays s'engage dans un libre-échange avec les États-Unis et où les employeurs demandent de plus en plus une main-d'oeuvre spécialisée.

Une étude préliminaire du Conseil des collèges sur la question de la maîtrise de la langue anglaise corrobore les recherches effectuées par la FAC.

On y révèle que les élèves s'intéressent peu à la qualité de la langue et de la littérature, ont de graves lacunes dans les habiletés de base du savoir lire et écrire et éprouvent des difficultés liées à l'usage de la langue comme outil de communication (savoir penser, organiser ses idées, démontrer logiquement un argument).

Le sida

« Il y a six mois, on ne voyait pratiquement pas de ces cas chez nous. On en rencontre maintenant de plus en plus », constate le Dr Olivier qui publiera, cette année, un module d'autoformation sur le sida à la demande de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

« L'information qu'ont les médecins est à peu près la même que celle donnée au public, constate le Dr Thomas. Dans les congrès ou dans la documentation médicale, l'information est souvent très spécialisée. Il y a peu de formation de base, dit-il. Ainsi, on n'explique jamais ce qu'on doit dire à un patient qui est porteur du virus ».

Le guide découle de l'expertise que les deux médecins ont développée depuis 1987 à la clinique médicale L'Actuel, clinique spécialisée dans les maladies transmises sexuellement (MTS). Sur les 11.500 dossiers ouverts depuis cette date, environ 10 % touchent des patients séropositifs. L'équipe suit présentement plus de 200 malades actifs.

La clinique est ouverte 63 heures par semaine et les 14 médecins qui y travaillent sont débordés, mentionne le Dr Olivier. « Notre but, en lançant ce guide, en est un à la fois d'information, de formation et de prévention, dit-il. Actuellement, quand un médecin de famille reçoit un patient, souvent il ne sait quoi faire ou quoi dire face à cette nouvelle maladie qu'ils n'ont pas eu l'occasion de connaître, pour la plupart, durant leurs études universitaires. Le réflexe est de référer le patient dans un grand centre ou en spécialité ».

Ce que les Drs Olivier et Thomas veulent éviter, c'est de marginaliser la clientèle infectée par le VIH et de fournir aux médecins les outils nécessaires pour qu'ils puissent prendre en charge la maladie et leurs pa-

tients comme n'importe quel autre malade.

Le guide est donc très pratique : il traite des modes de transmission du virus VIH ; du test « anti-VIH » ; du counselling pré et post-test (ainsi, par exemple, écrivent-ils, on ne doit jamais annoncer un résultat par téléphone, qu'il soit positif ou négatif) ; le suivi clinique ; que faire lorsque l'état du patient se détériore, à qui et quand référer ; comment amener le patient à se prendre en charge pour améliorer l'état de sa santé.

Le Collège des médecins de famille du Canada a demandé aux Drs Olivier et Thomas de participer à une tournée à travers le Québec pour informer et former les médecins de famille et présenter leur guide sous forme d'audio-visuel et de discussions. La tournée, d'une durée d'un an, a débuté en avril dernier. Elle amènera les deux médecins jusque sur la Côte-Nord, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.

Le guide a été tiré à 7.000 exemplaires, dont 4.500 sont distribués gratuitement par l'Association des médecins de langue française du Canada à tous ses membres.

12 mai

par la PC et l'AP

1988: le ministre québécois des Finances, Gérard D. Lévesque, présente un budget prévoyant des baisses d'impôts pour les familles et une réduction du déficit.

1977: trois universités sud-coréennes sont le théâtre de heurts entre la police et des étudiants, qui réclament la démission du président Chun Doo-Hwan.

1986: le gouvernement soviétique annonce que six personnes sont mortes depuis l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl.

1983: première manifestation importante contre le régime militaire chilien: un jeune garçon est tué, 200 personnes sont arrêtées.

1982: les gardes du corps de Jean-Paul II maitrisent un prêtre intégriste, qui s'apprêtait à poignarder le pape au sanctuaire de Fatima, au Portugal.

1981: un second militant de l'IRA succombe à une grève de la faim à la prison de Maze, près de Belfast.

1976: la société ITT reconnaît avoir versé \$350.000 aux adversaires du président Salvador Allende, du Chili 1970 — Montréal est choisie pour organiser les Olympiques de 1976.

Il s'agit de 12 mai: Le chanteur-musicien Steve Winwood (1948); le chanteur français Michel Fugain (1942); le compositeur Burt Bacharach (1928); l'ex-gérant des Mets de New York, Yogi Berra, (1925); l'auteur canadien Farley Mowat (1921); le compositeur français Jules Massenet (1842-1912); le compositeur français Gabriel Fauré (1845-1924); Florence Nightingale, fondatrice du corps d'infirmières militaires anglaises qui se dévoua pendant la guerre de Crimée (1820-1910).

SPORTS

Le Canadien accède à la finale de la coupe Stanley

Le Tricolore vainc les Flyers 4-2 et affrontera les Flames dimanche

Guy Robillard de la Presse Canadienne

PHILADELPHIE — Les deux meilleures équipes de la Ligue nationale vont s'affronter en finale de la coupe Stanley à partir de dimanche à Calgary.

Le Canadien a éliminé les coriaces Flyers de Philadelphie en six matches, grâce à une victoire de 4-2, hier, au Spectrum, où il a mérité trois de ses gains.

La rencontre s'est achevée de façon très disgracieuse, lorsque Ron Hextall est sorti loin de son filet pour aller attaquer Chris Chelios, qui avait quelques instants plus tôt subi un bâton élevé de Ron Sutter.

Une échauffourée a suivi et la foule s'en est mêlée en lançant toutes sortes d'objets en direction des joueurs du Canadien, dont le gardien Patrick Roy.

Pour la première fois de la série, l'équipe qui a marqué le premier but a subi la défaite. Mais le Canadien peut dire merci à Roy qui, comme c'est devenu l'habitude, a tenu le fort à la première période.

Le Tricolore a ainsi vengé l'échec d'il y a deux ans et disposé des Flyers pour une troisième fois en quatre séries entre les deux équipes.

Les Flyers tenaient mordicus à marquer le premier but et ils n'ont pas pris de chances en dominant l'en-

gagement initial. Mais Ron Chychrun a logé la rondelle derrière son propre gardien en voulant dégager le devant du filet pendant un avantage numérique au Canadien. Le but a été crédité à Mike Keane, le dernier de son clan à toucher au disque, à peu près en même temps que le défenseur des Flyers.

Scott Mellanby avait ouvert le pointage trois minutes plus tôt, au moment même où Brian Skrudland quittait le banc des punitions pour avoir rudoyé Ron Hextall, qui lui avait arraché son bâton. C'était une bien mauvaise punition, mais officiellement, les Flyers n'avaient toujours pas réussi un seul but en avantage numérique contre le Canadien.

Mellanby a complété une passe parfaite de Pelle Eklund pour déjouer Patrick Roy.

Le Canadien a resserré sa défensive et les Flyers ont probablement ressenti la fatigue à la deuxième période, au cours de laquelle le Tricolore a marqué deux buts.

Smith a d'abord fait dévier un lancer frappé de Chris Chelios en supériorité numérique.

Puis le même Chelios, qui la foule avait laissé tranquille cette fois, a procuré une avance de deux buts au Canadien et jeté une douche d'eau froide sur les partisans des Flyers.

Il a déjoué Hextall d'un lancer des poignets après avoir cueilli une passe du bon vieux Bob Gainey, juste

après la fin d'une punition à Russ Courtnall.

Surprise. Claude Lemieux était en uniforme hier. Était-ce dû au frère André? À Gaétan Lefebvre (le thérapeute)? Aux bonnes pilules? Toujours est-il que son aîné ne le faisait plus suffisamment souffrir pour qu'il ne soit pas en mesure d'aider l'équipe.

Chez les Flyers, la guérison de Rick Tocchet n'avait rien de miraculeuse: il était de retour au jeu après avoir reçu des injections de cortisone à son genou malade. Craig Bérubé a cédé sa place.

Pat Burns et Jacques Laperrière ne semblaient guère inquiets de l'accueil des partisans des Flyers derrière le banc. On est conscient qu'il n'était que quelques écrivains l'autre soir. La foule du Forum n'a pas fait mieux, puisque deux rondelles ont été lancées en direction des joueurs des Flyers après le dernier match. Ça fait beaucoup plus mal que de la bière et chez le Canadien, on se réjouissait que personne n'ait été atteint, car sinon, le Spectrum aurait pu devenir un enfer. C'était encore le fait d'un ou deux individus seulement, mais la foule montréalaise, tant vantée pour son esprit sportif, s'était déjà fait remarquer en se réjouissant bruyamment quand Brian Propp aurait pu mourir sur la glace.

Ron Hextall n'a pas caché avoir été un peu surpris par l'ovation des

spectateurs au Spectrum à la fin du quatrième match. « J'imagine qu'ils pensaient qu'on ne reviendrait plus ici », a-t-il constaté lui aussi. Hier, les Flyers ont été ovationnés, et pas rien qu'un peu, avant la rencontre, même si un journal local avait suggéré de n'en rien faire, estimant que cela créait de la pression inutile chez les Flyers, qui, eux aussi, ont mieux joué sur la patinoire ennemie. On a aussi sorti Kate Smith des boules à mites.

Canadien 4, Flyers 2

Première période
Eklund, Propp 12:49
2-Montréal, Smith 8
Keane, Naslund 15:42
Pénalités — Smith Mon 2:40, Skrudland Mon 10:46, Wells Phi 14:20, Samuelsson Phi 16:52

Deuxième période
3-Montréal, Smith 8
Chelios, Svoboda 7:44
4-Montréal, Chelios 3
Gainey, Ludwig 15:10
Pénalités — Montréal banc 2:34, Sutter Phi 7:06, Corson Mon, Wells Phi (double min.) 10:40, Courtnall Mon 12:55

Troisième période
5-Montréal, Walter 2
Courtnall 7:40
6-Philadelphie, Propp 14
Sutter, Mellanby 13:55
Pénalités — Tocchet Phi 5:38, Richer Mon 8:14, Sutter Phi 16:18, Smith Mon (inc.), Roy Mon (min.), Hextall Phi (maj, inc. de match), Samuelsson Phi (inc.)

Tirs au but
Montréal 10 6 10 — 26
Philadelphie 10 5 2 — 17
Gardiens — Montréal, Roy, Philadelphie, Hextall
Assistance — 17,423



Brian Skrudland repousse Ron Hextall pour pouvoir reprendre son bâton et le gardien des Flyers fait montre de ses talents d'acteur.

Pascual promet l'ancien Pascual Buck Rodgers espère le réveil d'un quatrième partant

Michel Lajeunesse de la Presse Canadienne

LES LANCEURS Kevin Gross, Dennis Martinez et Bryn Smith se sont remis sérieusement en marche au cours de la dernière série des Expos. C'est certes là un signe encourageant pour le gérant Buck Rodgers.

Mais il faut maintenant que Pascual Perez emboîte le pas, lui qui a connu quelques sorties lamentables et qui présente un dossier d'aucune victoire et quatre revers.

Perez, qui sera opposé à Rick Reuschel (5-2) ce soir lors du premier match de la série contre les Giants de San Francisco, a une moyenne de points mérités de 6.02, la pire chez les partants des Expos. Il a accordé 49 coups sûrs et 12 buts sur balles en 40 manches et un tiers de travail.

Le fait que Perez n'a pas participé au camp d'entraînement commence peut-être à le hanter.

« Je ne sais pas si c'est le cas, a dit Perez. Mon épaule est peut-être un peu faible, mais mon bras est en bonne santé, en bonne forme. Je lance les rapides à 90 milles l'heure. »

L'arme principale de Perez, c'est la balle glissante et c'est justement le lancer qui ne marque depuis quelques semaines. Il a travaillé fort sur les lignes de côté cette semaine pour améliorer sa glissante.

« Pascual laissait partir ce lancer trop de côté, a expliqué Buck Rodgers. Et la balle n'avait pas de mordant. Oui, j'ai rencontré Pascual et nous avons discuté. Nous avons surtout parlé de concentration. S'il améliore cet aspect, je n'ai aucune inquiétude. Il reviendra aussi fort que l'an dernier. »

En 1985, avec les Braves d'Atlanta, Perez avait connu un début difficile. Il avait terminé la saison avec un dossier d'une seule victoire contre 13 revers. Il ne croit pas que ce sera la même chose cette année.

Il serait faux de prétendre que Perez n'est pas affecté par son difficile début de saison. À sa dernière défaite à Atlanta, il a blâmé un peu tout le monde. Il semble maintenant avoir compris qu'il devra aussi y mettre du sien.

« Non, je ne cherche pas d'excuse. J'ai le baseball à coeur et je suis ici pour tenter de gagner. Je n'ai pas d'excuse. C'est moi qui ai perdu le match la dernière fois. Mais maintenant, je me sens mieux que jamais mentalement et physiquement. J'ai mieux fait sur les lignes de côté et vous verrez l'ancien Pascual. »

Finalement, c'est tout ce que les amateurs montréalais souhaitent: voir le vrai Pascual Perez à l'oeuvre.

Damaso Garcia, blessé au genou droit, devraient tous deux être de retour pour le match de ce soir contre les Giants. Mais contre le droitier Rick Reuschel, c'est sans doute Tom Foley qui entreprendra le match au deuxième coussin.

Kelesi éliminée à Rome

ROME (AFP et AP) — La Canadienne Helen Kelesi, troisième favorite de la Fédération internationale d'athlétisme (FIAA), a réfuté hier les accusations formulées récemment par M. Richard Pound, vice-président du Comité international olympique (CIO) devant la commission d'enquête canadienne sur le dopage.

M. Pound aurait notamment accusé la FIAA d'avoir donné des directives pour que ne soient pas pratiqués des tests sur certaines substances aux championnats du monde de Rome en 1987 et déclaré que des tests positifs aux championnats du monde d'Helsinki en 1983 n'auraient jamais été sanctionnés. Selon lui, la FIAA aurait aussi remplacé au dernier moment le Pr Beckett et le Dr Donicke par le Dr Ljungqvist et le Dr Mikhalova pour faciliter la fraude. En résumé, pour M. Pound, la FIAA ne prendrait pas au sérieux la lutte antidopage.

Dans un communiqué, le Dr Ljungqvist réfute point par point ces assertions, les qualifiant de « fausses, sans fondement et susceptibles de porter atteinte à la réputation de la FIAA ». M. Ljungqvist affirme notamment que M. Pound « passe délibérément sous silence les efforts acharnés accomplis ces vingt dernières années par la FIAA (...) en matière de lutte antidopage ».

Il ajoute que quelque 200 athlètes ont été contrôlés aux championnats du monde d'Helsinki en 1983 et de Rome en 1987, un seul cas de dopage ayant été décelé en cette dernière occasion. En outre, poursuit le Dr Ljungqvist, M. Pound « oublie totalement de souligner que le même

La FIAA réfute les accusations de Pound

« Tout est en place ici. Nous avons un bon noyau de joueurs mais je veux ajouter du sang nouveau pour créer plus de compétition. C'est une occasion formidable et tout un défi. »

Johnston a remporté la coupe Stanley avec les Bruins en 1970 et 1972. Il a également évolué à Toronto, St. Louis et Chicago. Il s'est joint aux Penguins en 1980. Il a été entraîneur et il a eu d'autres responsabilités avant d'être nommé directeur général.

Johnston prend la relève de Francis, qui reste avec les Whalers en tant que président responsable des opérations.

« Pete Rose a déjà témoigné mais nous nous devons de l'entendre une dernière fois s'il le désire, a dit Giamatti, hier. C'est pourquoi une rencontre est prévue à mon bureau le 25 mai, à 9 h. »

Giamatti a refusé de commenter le rapport qui a été préparé par l'avocat John Dowd, de Washington.

Le commissaire a expliqué que le rapport s'appuie sur « sept volumes qui contiennent dépositions, témoignages, documents, rapports, transcriptions et autres sources documentaires ». Rose et ses avocats ont obtenu copie de tous ces documents.

Roger Makley, l'un des avocats de Rose, a indiqué qu'il devait recevoir le rapport en fin de soirée, hier.

Outre l'enquête qui porte sur les activités de Rose qu'on accuse d'avoir parié sur des matchs de baseball, le gérant des Reds fait également l'objet d'une enquête d'une cour fédérale de Cincinnati.

« En raison du temps et des efforts consacrés à l'enquête, nous sommes très satisfaits », a déclaré Dowd au Cincinnati Inquirer. L'enquête a duré 10 semaines.

« Cette enquête a été longue et je sais qu'elle a dérangé beaucoup de

« Pascual laissait partir ce lancer trop de côté, a expliqué Buck Rodgers. Et la balle n'avait pas de mordant. Oui, j'ai rencontré Pascual et nous avons discuté. Nous avons surtout parlé de concentration. S'il améliore cet aspect, je n'ai aucune inquiétude. Il reviendra aussi fort que l'an dernier. »

En 1985, avec les Braves d'Atlanta, Perez avait connu un début difficile. Il avait terminé la saison avec un dossier d'une seule victoire contre 13 revers. Il ne croit pas que ce sera la même chose cette année.

Il serait faux de prétendre que Perez n'est pas affecté par son difficile début de saison. À sa dernière défaite à Atlanta, il a blâmé un peu tout le monde. Il semble maintenant avoir compris qu'il devra aussi y mettre du sien.

« Non, je ne cherche pas d'excuse. J'ai le baseball à coeur et je suis ici pour tenter de gagner. Je n'ai pas d'excuse. C'est moi qui ai perdu le match la dernière fois. Mais maintenant, je me sens mieux que jamais mentalement et physiquement. J'ai mieux fait sur les lignes de côté et vous verrez l'ancien Pascual. »

Finalement, c'est tout ce que les amateurs montréalais souhaitent: voir le vrai Pascual Perez à l'oeuvre.

Damaso Garcia, blessé au genou droit, devraient tous deux être de retour pour le match de ce soir contre les Giants. Mais contre le droitier Rick Reuschel, c'est sans doute Tom Foley qui entreprendra le match au deuxième coussin.

Johnston prend la relève de Francis, qui reste avec les Whalers en tant que président responsable des opérations.

« Pete Rose a déjà témoigné mais nous nous devons de l'entendre une dernière fois s'il le désire, a dit Giamatti, hier. C'est pourquoi une rencontre est prévue à mon bureau le 25 mai, à 9 h. »

Giamatti a refusé de commenter le rapport qui a été préparé par l'avocat John Dowd, de Washington.

Le commissaire a expliqué que le rapport s'appuie sur « sept volumes qui contiennent dépositions, témoignages, documents, rapports, transcriptions et autres sources documentaires ». Rose et ses avocats ont obtenu copie de tous ces documents.

Roger Makley, l'un des avocats de Rose, a indiqué qu'il devait recevoir le rapport en fin de soirée, hier.

Outre l'enquête qui porte sur les activités de Rose qu'on accuse d'avoir parié sur des matchs de baseball, le gérant des Reds fait également l'objet d'une enquête d'une cour fédérale de Cincinnati.

« En raison du temps et des efforts consacrés à l'enquête, nous sommes très satisfaits », a déclaré Dowd au Cincinnati Inquirer. L'enquête a duré 10 semaines.

« Cette enquête a été longue et je sais qu'elle a dérangé beaucoup de

BASEBALL

Table with baseball statistics including league national, San Francisco, and league américaine. Columns include team names, games played, wins, losses, and other stats.

LIGUE NATIONALE

Table with league nationale statistics. Columns include team names, games played, wins, losses, and other stats.

LIGUE AMÉRICAINE

Table with league américaine statistics. Columns include team names, games played, wins, losses, and other stats.

Hartford engage Eddie Johnston L'ancien gardien des Bruins succède à Emile Francis

HARTFORD, Conn. (AP) — Les Whalers de Hartford ont nommé Eddie Johnston, l'ex-gardien de but des Bruins de Boston, au poste de vice-président et directeur général, hier.

Johnston, 53 ans, s'occupera des opérations quotidiennes des Whalers. Il remplacera Emile Francis, qui demeurera dans l'organisation.

« Emile est une personne-ressource que nous voulons utiliser, a dit le propriétaire Richard Gordon. Notre but à Hartford n'est pas seulement de participer aux éliminatoires et de faire de l'argent. »

« Notre but est de devenir le meilleur concession dans le circuit et de remporter la coupe Stanley. Je pense que Johnston peut faire cela. »

dans la Ligue nationale, a remporté la coupe Stanley à deux reprises avec les Bruins de Boston. Il dit avoir hâte de rebâtir les Whalers. Il a obtenu un contrat de trois ans.

« C'est un grand jour. J'ai hâte de commencer à travailler. »

La tâche de Johnston ne sera peut-être pas aussi difficile que celle qui l'attendait quand il s'est joint aux Penguins de Pittsburgh en tant que directeur général. Il a passé les six dernières saisons avec les Penguins.

« Il y a trois ans, les Whalers avaient totalisé 93 points et aucune équipe ne voulait les affronter. Je veux que l'équipe soit comme cela. »

« Quand j'ai commencé avec les Penguins, nous avions eu une saison de 38 points et il n'y avait que 26

EN BREF...

Mike Milbury dirigerait les Bruins

BOSTON (AP) — Mike Milbury, entraîneur et directeur général des Mariners du Maine, club-école du Boston dans la Ligue américaine, serait nommé entraîneur des Bruins la semaine prochaine. Dans son édition d'hier, le Boston Globe écrit avoir été informé, par une source ayant requis l'anonymat, que l'annonce de la nomination de Milbury sera faite lundi ou mardi. La seule question encore sans réponse serait l'identité de son adjoint. Milbury a été pressenti pour succéder au populaire Terry O'Reilly dès que celui-ci a annoncé son départ après l'élimination des Bruins face au Canadien de Montréal. Milbury, un défenseur, a joué 12 ans à Boston à partir de la saison 1975-76. Il a été un coéquipier de O'Reilly, puis il l'a secondé derrière le banc des Bruins avant d'être nommé entraîneur des Mariners en 1987. John Cuniff, l'adjoint de O'Reilly, ou Gordie Clark, l'assistant de Milbury au Maine, pourrait être nommé à Boston. Il est également possible que les deux hommes soient retenus.

Ferrari: Larini appelé à remplacer Berger

MARANELLO, Italie (AFP) — Le pilote italien Nicola Larini remplacera l'Autrichien Gerhard Berger aux Grand Prix du Mexique (Mexique) et des États-Unis (Phoenix) les 28 mai et 4 juin, si celui-ci n'est pas rétabli. L'écurie Ferrari prendra sa décision en fonction de l'état de santé de Berger, brûlé aux mains lors d'un spectaculaire accident le 23 avril dernier au Grand Prix de San Marin à Imola (Italie). Larini, 25 ans, originaire de Lido di Camaiore près de Lucques en Toscane, a déjà disputé 12 Grand Prix de F-1 depuis ses débuts en 1987 en Espagne (Jerez de la Frontera) sur une Coloni-Ford, avant de passer cette saison chez Osella.

Alex Watson n'est plus radié à vie

MELBOURNE, Australie (AFP) — Le Comité olympique australien est revenu hier sur la radiation à vie infligée au pentathlète Alex Watson, à la suite du contrôle antidopage positif qui avait décelé de la caféine dans les urines de l'Australien lors des Jeux olympiques de Séoul après l'épreuve d'escrime. Toutefois, Watson reste sous le coup de la suspension de deux ans prononcée contre lui par la Fédération internationale de pentathlon moderne. Le président de la Fédération australienne, M. Kevan Gosper, a en outre précisé que les dirigeants du comité olympique australien estimaient que le recours à la caféine était aussi grave que l'utilisation de stéroïdes anabolisants.

Rose comparaitra devant le commissaire le 25 mai

NEW YORK (AP) — Pete Rose comparaitra le 25 mai devant le commissaire du baseball A. Bartlett Giamatti afin de donner sa version des faits contenus dans un rapport de 225 pages relativement à ses activités liées au jeu.

« Pete Rose a déjà témoigné mais nous nous devons de l'entendre une dernière fois s'il le désire, a dit Giamatti, hier. C'est pourquoi une rencontre est prévue à mon bureau le 25 mai, à 9 h. »

Giamatti a refusé de commenter le rapport qui a été préparé par l'avocat John Dowd, de Washington.

Le commissaire a expliqué que le rapport s'appuie sur « sept volumes qui contiennent dépositions, témoignages, documents, rapports, transcriptions et autres sources documentaires ». Rose et ses avocats ont obtenu copie de tous ces documents.

Roger Makley, l'un des avocats de Rose, a indiqué qu'il devait recevoir le rapport en fin de soirée, hier.

Outre l'enquête qui porte sur les activités de Rose qu'on accuse d'avoir parié sur des matchs de baseball, le gérant des Reds fait également l'objet d'une enquête d'une cour fédérale de Cincinnati.

« En raison du temps et des efforts consacrés à l'enquête, nous sommes très satisfaits », a déclaré Dowd au Cincinnati Inquirer. L'enquête a duré 10 semaines.

« Cette enquête a été longue et je sais qu'elle a dérangé beaucoup de

HOCKEY

Table with hockey statistics including series éliminatoires and league nationale. Columns include team names, games played, wins, losses, and other stats.